



Au service
des peuples
et des nations

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL ET À LA FINANCE INCLUSIVE AU TCHAD (PADLFI)

Plan de Travail 2017

Pays : TCHAD

Titre du projet :	Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad
Priorités nationales (Plan quinquennal 2016 - 2020) :	Axe II : Le renforcement de la bonne gouvernance et l'Etat de droit Axe III : Le développement d'une économie robuste et compétitive
Effet(s) de l'UNDAF 2017-2021 :	Effet 6 : D'ici à fin 2021, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques de gouvernance inclusive, promouvant la démocratie, l'Etat de droit, la cohésion sociale et l'utilisation équitable des services publics de qualité, y compris pour les réfugiés Effet 7 : D'ici à fin 2021, l'Etat met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés
Résultats(s) attendu(s) du CPD 2017-2021 :	Produit 1.2 : Des chaînes de valeur durables sont développées et créent des emplois Produit 1.3 : Les institutions nationales et décentralisées sont capables de créer de meilleures conditions de vie et des emplois Produit 2.1 : Les institutions démocratiques au niveau central et local sont capables de mettre en œuvre les fonctions clés pour améliorer la redevabilité, la participation et la représentativité Produit 4.3 : Les capacités des administrations publiques aux niveaux national et décentralisé permettent de fournir des services améliorés de base et de répondre aux priorités des communautés
IWP 2017	EA1.1.1. Appui aux opportunités de création d'emplois à travers le développement local et la finance inclusive
Agences gouvernementales de coordination :	Ministère de la Formation Professionnelle et de la Promotion des Métiers en charge de la Microfinance
Partenaire national de réalisation (si applicable):	Ministère de la Formation Professionnelle et de la Promotion des Métiers en charge de la Microfinance
Partie Responsable:	PNUD

Résumé explicatif (incluant une analyse de la situation)

Ce plan de travail Annuel (PTA) s'inscrit dans la nouvelle dynamique du PNUD au Tchad qui se propose dans son approche programmatique de mettre en œuvre des programmes/projets susceptibles de contribuer significativement à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) en améliorant de manière concrète les conditions de vie des populations, particulièrement des femmes et des jeunes. C'est un PTA qui sert de transition pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme multisectoriel intégrant la décentralisation et le développement local, la finance inclusive, la localisation des ODD, la dé-radicalisation, la résilience et la création d'emploi pour les jeunes et les femmes.

Aligné sur les ODD, les axes II et III du Plan quinquennal de développement (2016-2020) du Tchad, les effets 6 et 7 de UNDAF et les produits 1.2, 1.3, 2.1, 4.3 du Country Programme Document du PNUD au Tchad, ce PTA a pour objectifs de : (i) renforcer les capacités des communes, de la société civile et du secteur privé dans la mise en place des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base de qualité ainsi que la promotion de l'économie locale avec la mise en œuvre des mesures incitatives au développement des activités économiques à fortes valeurs ajoutées et créatrices d'emplois ; (ii) mettre en œuvre des mécanismes et des mesures appropriés pour le développement d'une offre adaptée de services financiers et non financiers, le renforcement des dispositifs de surveillance, de contrôle, de régulation et de promotion du secteur de la microfinance pour l'accès aux services financiers et la création des emplois spécifiquement pour les jeunes et les femmes ; (iii) accompagner la mise en œuvre du programme multisectoriel.

Période couverte par le Programme :

Janvier – décembre 2017

Titre de l'intervention : Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT)

Code budgétaire :

Durée : une année

Modalités de mise en œuvre : NIM (Appui au NIM)

Budget estimatif sur une base de 12 mois :

775 425 \$US

Ressources allouées

Ressources ordinaires PNUD : 775 425 \$ US

Date

Nom / Titre

Pour la partie nationale :

Adoum Dangaï Nokour Guet
Ministre de la Formation Professionnelle et de
la Promotion des Métiers

27/02/2017

Signature



Pour le PNUD :

Carol Flore-Smrecznik
Directrice de Pays PNUD

24 Février 2017

Signature



Section narrative du Plan de Travail

I) Articulation avec (i) plan quinquennal 2016-2020 et (ii) le Plan Stratégique du PNUD 2014-2017

La mise en œuvre des activités du PTA répond aux priorités nationales en lien avec celles déclinées dans le Plan quinquennal 2016-2020, notamment les axes stratégiques 2 (le renforcement de la bonne gouvernance et de l'État de droit) et 3 (le développement d'une économie robuste et compétitive). Le PTA est en cohérence avec les axes du plan stratégique du PNUD de la période 2014-2017, spécialement le résultat 1 «Croissance et développement inclusifs et durables avec la création d'emplois pour les pauvres et les exclus», le résultat 2 «Gouvernance démocratique», le résultat 4 « autonomisation des femmes » et le résultat 7 «Lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion».

En effet, le renforcement du cadre institutionnel et des capacités des parties prenantes du développement local, de la finance inclusive, de la résilience et la création d'emplois vise à appuyer l'État dans ses efforts d'amélioration de la gouvernance et des conditions socio-économiques des populations particulièrement des jeunes et des femmes dont certains sont exposés au chômage et au sous-emploi . Ces différentes activités soutenues par le suivi des indicateurs des ODD et des sessions de formation/sensibilisation des populations sur de nombreuses thématiques contribueront à l'atteinte des priorités suscitées du gouvernement et aux 4 résultats du plan stratégique 2014-2017 du PNUD susmentionnés.

II) Zones d'intervention et groupes cibles du PTA

Les zones d'intervention retenues pour la mise en œuvre du présent PTA sont principalement la ville de N'Djamena, les régions du Lac Tchad, du Sila et du Logone oriental ciblées comme zones pilotes pour cette phase transitoire. En outre, un certain nombre d'activités seront étendues sur l'ensemble du territoire national.

Ainsi, dans une perspective holistique, ce projet s'adresse à la fois aux institutions, au secteur privé, à la société civile, aux communautés, aux familles et aux individus. Les groupes cibles du projet sont les suivants :

- les départements ministériels en charge de la décentralisation et du développement local, de la finance inclusive, de la résilience, de la création de l'emploi des jeunes et des femmes;
- les autorités locales (déconcentrées et décentralisées);
- le secteur privé et la société civile aux niveaux national et local;
- les établissements de Microfinance, les banques et les opérateurs de téléphonie mobile;
- les leaders communautaires, religieux;
- les leaders des femmes et des jeunes;
- la population en générale.

III) Les progrès accomplis de l'exécution du PTA 2016

La mise en œuvre des activités du Programme d'Appui à la Décentralisation et à la Gouvernance Locale (PADGL) et celles du Programme d'Appui à la Finance Inclusive au Tchad (PAFIT) au titre de l'année 2016 a permis d'accomplir les progrès suivants :



III.1 Progrès accomplis par le PADGL

❖ Développement des capacités nationales et Amélioration de l'appropriation nationale du processus de la décentralisation

La poursuite de l'appui aux communes, aux élus et aux agents des administrations communales, aux agents du Ministère en charge de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance locale ainsi que les formations organisées au profit de trois cent quarante (340) acteurs sur des thèmes spécifiques divers en rapport avec le processus de décentralisation, l'appui au comité interministériel dans la finalisation de l'avant-projet de loi sur la fonction publique territoriale et le suivi de l'étude sur la mise en place du fonds de financement des CTD, le soutien à l'élaboration des outils de planification dans les communes de Pala et Gounou-gaya ont permis de renforcer l'expertise nationale dans le domaine de la planification, du développement local et l'appropriation de la décentralisation.

❖ Mise en place de partenariats stratégiques pour l'atteinte des résultats

Des partenariats ont été développés avec le Programme d'appui à la gouvernance de l'Union Européenne et la coopération française des OSC, des prestataires privés/consultants pour mutualiser les moyens et les expériences dans l'atteinte des résultats.

❖ Influence sur les politiques

Au titre des influences sur les politiques, on retiendra l'appui du PADGL au comité interministériel pour la finalisation de l'avant-projet de loi sur la fonction publique territoriale et les textes sur le fonds de financement des CTD. La mise à disposition du Guide d'élaboration des PDC aux acteurs a permis d'harmoniser leur démarche dans l'élaboration de leur Plan de Développement Communal conformément aux textes qui régissent le processus de la décentralisation, en intégrant les aspects transversaux tels que les droits de l'Homme, l'équité genre et les jeunes, en cohérence avec les priorités nationales et les stratégies d'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD).

III.2 Progrès accomplis par le PAFIT

Le PAFIT a contribué dans une large mesure à la mise en œuvre du plan d'actions de la stratégie nationale de Microfinance de 2009, révisé en 2012.

Au niveau macro, le PAFIT a appuyé la cellule de supervision et de contrôle (érigée depuis en direction) et les différents départements ministériels en charge de la promotion du secteur. Ces appuis multiformes (renforcement de capacités, équipements, mobilité, participation à des fora, visites d'échange) ont permis d'améliorer la supervision et le contrôle des EMF, la disponibilité de l'information ; la promotion du secteur et la sensibilisation des populations sur les bonnes pratiques, notamment l'adoption par le Gouvernement de l'approche "faire-faire", l'élaboration de base de données des EMF couplée à leur cartographie.

Au niveau méso, les principales réalisations sont la redynamisation de l'Association Professionnelle des EMF du Tchad (APEMF-T), qui a désormais une direction exécutive avec une nouvelle équipe disposant d'un plan stratégique de développement, de matériel roulant et de moyens de fonctionnement pour le suivi et la défense des intérêts des EMF membres sur le terrain, d'un plan de formation du secteur, d'une feuille de route pour la consolidation du processus d'articulation avec les banques, d'un pool de formateurs agréés et d'une base de donnée relative à la centrale d'échange d'informations, l'appui à la vulgarisation du code de déontologie de la profession.



Les interventions au niveau micro ont permis de : (i) renforcer les capacités de tous les EMF du secteur avec des appuis spécifiques sur la base de contrat de performance, (ii) améliorer leur SIG, leur mobilité, leur sécurité, leur plan d'affaire sur la base d'une étude diagnostique approfondie des EMF de faible performance et du SIG des EMF ;(iii) accompagner leur extension vers les zones peu desservies avec la construction de six nouvelles caisses et la rénovation de deux anciennes caisses en milieu rural. Ces différents appuis ont contribué à l'amélioration des indicateurs suivants :

- Nombre de membres/clients : une progression de 64% ;
- Volume d'épargne mobilisée : 45% d'amélioration ;
- Crédit octroyé : une augmentation de 46%.

IV) Démarche de validation du PTA

Le PTA a été élaboré en quatre grandes étapes : (i) définition des axes programmatiques sur la base des conclusions de l'évaluation du CPD 2012-2016 par une équipe de consultants indépendants ; (ii) exploitation des documents stratégiques (Vision 2030, plan quinquennal 2016-2020, UNDAF 2017-2021, Plan stratégique du PNUD 2014-2017, CPD 2017-2021, stratégies sectorielles des domaines couverts par le PTA), les rapports d'activités et d'études disponibles sur les thématiques couvertes et sur les zones sélectionnées; (iii) l'organisation des rencontres d'échanges impliquant les différentes parties prenantes (bureau PNUD, agences des nations unies, bénéficiaires, partie nationale, partenaires techniques et financiers, etc.); (iv) élaboration du PTA en équipe sur la base du format proposé.

Le PTA 2017 sera soumis à la signature de la direction du PNUD et à la partie nationale pour validation sur base des conclusions d'un comité de pilotage.

V) Objectifs poursuivis/ Principaux résultats attendus dans le PTA

Les objectifs principaux du plan de travail 2017 visent la mise en œuvre effective des activités, la gestion du programme et le Suivi-évaluation des activités. De manière spécifique les objectifs poursuivis sont :

1. renforcer les capacités des communes, de la société civile et du secteur privé dans la mise en place des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base de qualité ainsi que la promotion de l'économie locale avec la mise en œuvre des mesures incitatives au développement des activités économiques à fortes valeurs ajoutées et créatrices d'emplois ;
2. mettre en œuvre des mécanismes et des mesures appropriés pour le développement d'une offre adaptée de services financiers et non financiers, le renforcement des dispositifs de surveillance, de contrôle, de régulation et de promotion du secteur de la microfinance pour l'accès aux services financiers et la création des emplois spécifiquement pour les jeunes et les femmes ;
3. accompagner la mise en œuvre du programme multisectorielle et suivi de la mise en œuvre des ODDs (1,2,5,6,7,8,11) avec comme objectifs de moyens termes l'information des politiques nationales et répliquer le reportage au niveau national.

VI) Stratégies de mise en œuvre

Les besoins en appui au processus d'intégration du développement local, de la finance inclusive, du suivi des ODD, de la résilience et de la création des emplois pour les femmes et les jeunes en vue de l'amélioration des conditions de vie des populations sont immenses et divers alors que les ressources sont limitées.

En se basant sur les expériences passées dans la conduite des activités, l'approche programme sera utilisée en lien avec les priorités nationales. Aussi, l'appropriation de la partie nationale qui fonde même l'objectif du programme se fera de manière systémique à travers la recherche de synergie avec tous les acteurs intervenant dans les domaines couverts et les bénéficiaires.

Ainsi, le programme se propose d'adopter une approche multi - sectorielle qui lie un appui technique et stratégique en renforçant les capacités des acteurs locaux dans la maîtrise des enjeux de la décentralisation comme préalable au développement local et à l'inclusion financière et sociale des populations.

De manière inclusive, certaines activités seront menées directement par les partenaires nationaux afin de renforcer leur capacité et leur savoir-faire tout en facilitant leur appropriation des résultats des interventions en vue d'assurer la durabilité des actions.

Enfin, les thèmes transversaux tel que la promotion et la protection des droits humains, l'équité du genre, la citoyenneté, l'autonomisation des femmes, les changements climatiques, la gestion des risques et des catastrophes dans les cycles de programmation seront pris en compte afin d'assurer l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

VII) Activités

Le PTA vise la préparation et l'opérationnalisation d'un programme multisectoriel couvrant les domaines de la décentralisation et du développement local, de la finance inclusive, du suivi des ODD, de la résilience, de la création d'emplois pour les femmes et les jeunes dans le but d'améliorer de manière substantielle les conditions de vie des populations. De ce fait, les activités programmées au titre de l'année 2017 vont couvrir ces différentes thématiques et sont en relation avec les produits et les résultats attendus du programme qui sera formulé.

VIII) Les cibles attendues pour le PTA 2017

Les cibles visées au titre de l'année 2017 sont :

1. Deux (02) plans de développement communaux validés et opérationnels ;
2. Un plan régional de développement validé et opérationnel ;
3. Un document de programme multisectoriel formulé ;
4. Un Guide d'élaboration des PDC actualisé et vulgarisé ;
5. L'étude de faisabilité et le plan d'affaires d'un établissement de microfinance de troisième catégorie sont réalisés ;
6. L'étude des filières agricoles porteuses et des opportunités économiques dans les régions de Sila, Lac, Logone oriental et Borkou est réalisée ;
7. Des appuis techniques et financiers ont été donnés à 2900 femmes pour leur insertion économique ;
8. Les bases de données des EMF sont opérationnelles ;
9. Deux pools de formateurs sont certifiés et opérationnels ;
10. Une équipe de coordination mise en place et opérationnelle.

IX) Présentation des mécanismes de suivi évaluation

Pour s'assurer de l'atteinte des objectifs visés à travers le PTA et de la prise en compte des préoccupations de toutes les parties prenantes, le PTA sera soumis au comité de pilotage pour approbation.

Par ailleurs, il sera organisé, de manière conjointe, des missions de suivi et d'évaluation des actions menées sur le terrain par des membres désignés du comité de pilotage, ainsi que des bénéficiaires du projet. De même, des rapports trimestriels seront produits pour évaluer le processus d'avancement de la mise en œuvre du plan de travail. La synthèse de ces rapports en un rapport annuel d'activités sera soumise au comité de pilotage pour validation.

Il sera mis en place un comité technique opérationnel qui sera chargé d'appuyer le suivi de la mise en œuvre des activités du projet. Un comité de pilotage se chargera de donner des orientations stratégiques sur la mise en œuvre du PTA.

Un plan de suivi des activités de terrain sera élaboré sur une base trimestrielle afin d'évaluer l'état d'avancement du projet et proposer des mesures correctives.

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET		
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant disponible USD	Montant à mobiliser en USD
Sous-programme Décentralisation, planification du développement local										
Produit 1 : Les capacités des communes, de la société civile et du secteur privé sont renforcées dans la mise en place des infrastructures et la fourniture des services sociaux de base de qualité et la promotion de l'économie locale Indicateur 1.1 Le pourcentage de ressources mobilisées dans les trois communes ciblées. Baseline 1.1 : Moins de 5% Cible 1.1 : plus de 10 % du budget planifié. Indicateur 1.2 Nombre de communes appliquant le guide dans l'élaboration de leur PDC Baseline 1.2 : 8 Cible 1.2 : 42 Indicateur 1.3 Nombre de communes ciblées ayant adopté le	Activité 1.1 Appuyer l'élaboration ou la revue des Plans de Développement /régionaux/Communaux/locaux intégrant la promotion d'une économie locale, le développement du secteur privé, les questions du genre et de l'extrémisme violent. Activité 1.2 : Appuyer les communes dans la mobilisation des ressources pour le financement de leurs PDC (forum). Activités 1.3 : Actualiser et vulgariser le guide d'élaboration des PDCs Activités 1.4 : Former les communes ciblées en élaboration du budget participatif	X	X	X		PNUD	PNUD (Projet Décentralisation et Projet Dé-radicalisation)	Honoraire consultant DSA Mission de suivi	100 000 PM	
		X				PNUD	PNUD	Honoraire consultant Frais d'organisation atelier Location salle	20 000	
		X				PNUD	PNUD	DSA Frais, organisation atelier (location salle, pause-café, ...) Communication	20 000	
		X				PNUD	PNUD	Honoraire consultant Frais d'organisation atelier (location salle, pause-café, ...) DSA participants	25 000	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET		
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant disponible USD	Montant à mobiliser en USD
budget participatif Baseline 1.3: 0 Cible 1.3 : 3 Indicateur 1.4 Nombre de communes appliquant le guide de promotion d'une économie locale Baseline 1.4: 0 Cible 1.4 : 3 Indicateur 1.5 Nombre de cadre de concertation fonctionnel pour l'amélioration de la gouvernance locale Baseline 215: 0 Cible 1.5 : 3	Activité 1.5 : Elaborer et éditer les guides de promotion de l'économie locale, de la fiscalité et des techniques de plaidoyer.		X	X		PNUD	PNUD	honoraire consultant Location salle Frais organisation atelier (location salle, pause-café, ...) Communication 40 000		
	Activités 1.6 : Mettre en place et dynamiser les cadres de concertation dans les trois zones ciblées.					PNUD	PNUD		15 000	
Total Produit 1 :								120 000		

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET		
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant disponible USD	Montant à mobiliser en USD
Produit 2 : Le nombre de personnes ayant accès aux services financiers et le nombre d'emplois créés pour les jeunes et les femmes se sont accrus grâce à une meilleure professionnalisation du secteur de la microfinance	Activité 2.1 : Appuyer la structuration et l'organisation des femmes et des jeunes dans le développement des activités économiques créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur meilleure inclusion sociale (étude-diagnostic)	x	x	x	x	PNUD	Projet Dé-radicalisation	Honoraires consultants Frais organisation ateliers de structuration	30 000 PM	
Indicateurs 2 <ul style="list-style-type: none"> # de clients/membres touchés % de femmes clientes/membres Encours de crédit Encours d'épargne Taux du PAR à 30 jours # d'EMF ayant atteint l'autosuffisance opérationnelle Nombre de régions couvertes Nombre d'emplois directs et indirects créés Données de base 2 <ul style="list-style-type: none"> 240 567 clients touchés 30% femmes clientes 10,053 Milliards FCFA Encours de crédit 9,258 Milliards FCFA Encours d'épargne Portefeuille à risque (PAR) à 30 jours de 18,78% 0 EMF opérationnellement 	Activité 2.2 Appuyer les centres de formation professionnelle et les infrastructures socioéducatives de base dans la diversification de l'offre de formation	x	x	x	x	PNUD	PNUD, Projet-Déradicalisation	Micro subvention sur la base de contrat de performance	60 000 PM	
	Activité 2.3 Organiser des formations de formateurs sur l'éducation entrepreneuriale et financière des jeunes promoteurs et des femmes promotrices identifiés et accompagner des séances de duplication des formations dans les différentes régions	x	x	x	x	PNUD	PNUD	Honoraires formateurs Frais organisation ateliers de formation des formateurs et de duplication	30 000	
	Activité 2.4 Faire l'étude de faisabilité et le plan d'affaires d'un EMF de troisième catégorie pour le refinancement des EMF et le financement des MPE	x				PNUD	PNUD	Honoraires Consultants Frais organisation atelier de restitution	40 000	
	Activité 2.5 Assurer la collecte, le traitement, l'analyse et la diffusion des données sur le secteur de la Microfinance	x	x	x	x	PNUD	PNUD	Création d'une page web Formation des points focaux Mise à jour mensuelle	20 000	

Sous – Programme Finance inclusive

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET			
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant disponible USD	Montant à mobiliser en USD	
<p>autosuffisant</p> <ul style="list-style-type: none"> • 19 régions couvertes • 2100 emplois directs créés au profit des femmes <p>Cible 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 500 000 clients touchés • 45% de femmes clientes • Encours de crédit d'au moins 12 Milliards FCFA • Encours d'épargne d'au moins 11 Milliards FCFA • Au moins 7,92% du PAR à 30 jours • Au moins 2 EMF autosuffisants • 20 régions couvertes • 5000 emplois directs créés au profit des femmes dont 40% pour les jeunes 	<p>Activité 2.6 Accompagner la DGPME dans les activités de promotion du secteur de la Microfinance, notamment l'atelier de capitalisation des bonnes pratiques des EMF / structures relais et l'extension des EMF dans les régions non couvertes</p> <p>Activité 2.7 Appuyer la DSC-EMF dans sa mission de supervision et de contrôle des établissements de Microfinance</p> <p>Activité 2.8 Appuyer l'APEMF-T dans la production des statistiques sur le secteur de la Microfinance et l'organisation de la formation des formateurs</p> <p>Activité 2.9 Appuyer la réalisation d'une étude sur les filières porteuses et les opportunités économiques dans les régions du Sila, lac, Logone oriental et Borkou</p> <p>Activité 2.10 Appuyer l'adoption de la stratégie Nationale de Finance Inclusive et la mise en place du Comité National de Coordination</p>	x	x	x	x	PNUD	PNUD	Frais de déplacement Communication et visibilité Frais d'ateliers	50 000		
		x	x	x	x	PNUD	PNUD	Frais de déplacement Communication et visibilité Frais d'ateliers	40 000		
		x	x	x	x	PNUD	PNUD	Frais de déplacement Communication et visibilité Frais d'ateliers	50 000		
		x	x	x		PNUD	PNUD	Honoraires consultants Frais ateliers de restitution	50 000		
		x	x	x		PNUD	PNUD	Frais ateliers	15 000		
	Total Produit 2 : 295 000										
	<p>Produit 3 : Un accompagnement efficient est assuré pour la mise en œuvre du programme intégré</p>	<p>Activité 3.1 Elaborer et valider le document de projet</p>	x				PNUD	PNUD	Honoraires consultants Frais atelier de restitution	40 000	
		<p>Activité 3.2 Mettre en œuvre une stratégie d'information des PTFs et</p>	x				PNUD	PNUD	Communication et	pm	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PLANIFIEES	CHRONOGRAMME				PARTIE RESPONSABLE	SOURCE DE FINANCEMENT	BUDGET		
		T1	T2	T3	T4			Description du budget	Montant disponible USD	Montant à mobiliser en USD
Indicateur 3.1 Le programme multisectoriel est opérationnel Baseline 3.1: 0: Cible 3.1 : 1	de mobilisation des ressources							visibilité		
	Activité 3.3 Mettre en place l'équipe du programme		x	x	x	PNUD	PNUD	Pm		
	Activité 3.4 Organiser le comité de pilotage de démarrage du Programme	x						Frais d'organisation de comité de pilotage	5000	
	Activité 3.5 Prendre en charge la rémunération de l'équipe	x	x	x	x				188500	
Indicateur 3.2 Le PTA est signé. Baseline 3.2: 0 Cible 3.2 : 1 Indicateur 3.3 Le PTA est mis en œuvre Baseline 3.3: 0 Cible 3.3 :1 Indicateur 3.4 Un rapport final est disponible. Baseline 3.4: 0 Cible 3.4 : 1	Activité 3.6 Supporter les frais de fonctionnement								40 000	
	Activité 3.7 Organiser des missions de Suivi des activités et le reportage							Frais de déplacement DSA	15 000 10 000	
	Activité 3.8 Contribution aux services communs	x	x	x	x			(Sécurité, dispensaire, VSAT/IT, Locaux communs)	25 000	
Total Produit 3 :									323 500	
Total des produits									738 500	
Communication et visibilité									36 925	
Total du PTA									785 425	

(*) La Baseline annuelle est égale au résultat annuel de l'année précédente